



Assemblée générale

Distr. générale
9 février 2018
Français
Original : anglais

Soixante-douzième session

Point 111 de l'ordre du jour

Rapport du Secrétaire général sur le Fonds pour la consolidation de la paix

Fonds pour la consolidation de la paix

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le Fonds pour la consolidation de la paix a alloué 157 111 033 dollars à 31 pays en 2017, un montant de loin inégalé par le passé. De par sa promotion d'analyses conjointes et de programmes de consolidation de la paix rapides, stimulants et tolérants au risque, il a contribué à la cohérence du système, un point clef des réformes de l'ONU qui ont été engagées durant la première année de mon mandat. Au total, il a lancé cinq nouvelles initiatives transfrontières et investi un montant sans précédent pour faire progresser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des jeunes. Grâce aux 97 millions de dollars de contributions que les États Membres ont versés en 2017 et contrairement aux dernières tendances, le Fonds s'est trouvé dans la situation financière la plus encourageante depuis des années et est en passe d'atteindre l'objectif de financement de son plan stratégique triennal, fixé à 500 millions de dollars. Ces contributions vont permettre au Bureau d'appui à la consolidation de la paix de poursuivre les activités qu'il mène avec la même intensité et lui assurent de rester un partenaire essentiel de l'ensemble du système de développement, de paix et de sécurité des Nations Unies.



I. Introduction

1. Le présent rapport annuel, qui porte sur la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017, est le huitième rapport présenté à l'Assemblée générale en application de sa résolution 63/282. Il couvre la première année du plan stratégique du Fonds pour la période 2017-2019. Il sera complété par un rapport financier que publiera le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires le 1^{er} mai 2018 au plus tard. On trouvera des renseignements complémentaires sur le site du Fonds (www.unpbf.org) et des informations détaillées concernant les différents projets mis en œuvre sur le portail du Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires (<http://mptf.undp.org>).

II. Résultats obtenus et enseignements tirés à travers le monde

2. Les contributions annuelles versées au Fonds pour la consolidation de la paix ont atteint un niveau record depuis la constitution de son capital en 2006, ce qui lui a permis d'allouer 157,1 millions de dollars à des pays en crise, le montant de loin le plus élevé depuis sa création (voir tableau 1 ci-dessous). Ces résultats inédits placent le Fonds dans une situation financière solide et démontrent clairement que le Bureau d'appui à la consolidation de la paix est capable de répondre à mon appel en vue d'accroître considérablement les ressources disponibles pour satisfaire une demande sans cesse croissante.

3. En 2017, le Fonds a reçu 97 millions de dollars sous forme de contribution des donateurs, ce qui lui a permis de consacrer environ 280 millions de dollars à son plan stratégique pour la période 2017-2019. Les partenariats avec les donateurs ont été consolidés grâce à des réunions d'information régulières avec le groupe des amis du Fonds pour la consolidation de la paix, une importante tribune d'échange de vues sur l'orientation stratégique à donner au Fonds, et à la participation des premiers à des visites dans trois pays bénéficiaires, la Côte d'Ivoire, le Kirghizistan et le Mali, pour qu'ils constatent l'efficacité et l'utilité des investissements réalisés par le Fonds, ainsi que les difficultés auxquelles il se heurte. Fort de son cycle de programmation actuel, auquel contribuent 34 pays de six continents, le Fonds demeure le fonds du système des Nations Unies le plus soutenu et le plus diversifié, signe que ses donateurs sont unanimes quant à sa pertinence.

4. Il sera nécessaire d'accroître les ressources du Fonds pour qu'il puisse continuer de satisfaire la demande croissante de ses services d'appui. Sous l'impulsion du Bureau d'appui à la consolidation de la paix, le taux historiquement élevé d'approbation du Fonds a favorisé notre entreprise générale de réforme en contribuant à effacer les divisions dans le système international, afin de mettre rapidement en place des programmes tolérants au risque qui soutiennent la population avant, pendant et après les crises. Dans le cadre de son action ciblée, le Fonds a approuvé 82 projets dans 31 pays en 2017, y compris cinq nouvelles initiatives transfrontières, la prestation d'un appui dans quatre contextes de missions en transition et des financements à hauteur de 18 millions de dollars pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et de 11,3 millions de dollars pour soutenir le rôle positif des jeunes dans la pérennisation de la paix.

5. À la demande de leur gouvernement, j'ai décidé que trois nouveaux pays remplissaient les conditions nécessaires au financement de programmes en 2017, donnant ainsi la possibilité au Fonds de satisfaire la demande de nouveaux investissements. Au Tchad, l'accès aux financements ouvre la voie à un partenariat avec le Gouvernement en vue de prévenir les conflits et l'extrémisme violent en

s'attaquant aux problèmes de longue date liés aux inégalités structurelles et à la gouvernance. En Colombie, un financement de 12 millions de dollars a été approuvé pour accélérer la mise en œuvre, à l'initiative du Gouvernement, de l'accord de paix de 2016, en apportant une aide risquée et politiquement sensible mais indispensable. Dans les Îles Salomon, l'Organisation des Nations Unies pourra mieux soutenir le dialogue national et l'action de réconciliation menés par le Gouvernement suite au départ en 2017 de la mission régionale d'assistance à ce pays.

6. L'accès de ces pays aux financements a contribué à renforcer les synergies entre le Bureau d'appui à la consolidation de la paix et la Commission de consolidation de la paix. Lors d'une réunion de la Commission en juin, le Premier Ministre des Îles Salomon a exposé en détail de quelles façons le concours du Fonds lui avait permis de régler les problèmes qui se posaient concernant la consolidation de la paix avant le retrait de la mission régionale d'assistance. En novembre, le conseiller principal chargé de l'après-conflit, des droits de l'homme et de la sécurité en Colombie a fait devant la Commission un exposé sur la mise en œuvre de l'accord de paix dans son pays, au cours duquel il a insisté sur l'importance de la tolérance au risque du Fonds. Toujours en novembre, la Commission s'est entretenue avec des fonctionnaires sri-lankais, dont le gouverneur de la banque centrale, qui a relevé la nécessité de tirer parti du Fonds pour faire progresser les questions indissociables de la paix, de la croissance économique et du développement. Enfin, deux exposés présentés par la Gambie en avril et décembre 2017 ont mis en évidence combien il importait que la transition politique se déroule sans heurts et que le pays prenne en main les réformes politiques qu'il veut mener en consultant toutes les parties. Ensemble, ces réunions constituent un nouveau modèle pour les rapports entre les pays et la Commission et favorisent l'accès des États Membres à des informations sur les décisions prises par le Bureau d'appui à la consolidation de la paix et sur l'efficacité des programmes du Fonds. En sa qualité d'agent d'administration, le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartitaires a commencé, en 2017, à communiquer, par l'intermédiaire de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide, des informations sur les transferts auquel le Fonds procède, renforçant ainsi la transparence.

7. Si les réunions avec la Commission ont encouragé la participation des États Membres, les politiques du Fonds en ce qui concerne ses priorités et la mise en œuvre de ses programmes ont fortement contribué à la cohérence du système. Plus de 82 % des projets approuvés en 2017 étaient des programmes conjoints, conçus en collaboration avec les équipes de pays des Nations Unies, les missions politiques spéciales ou les missions de maintien de la paix. La majorité d'entre eux résultaient en outre d'une évaluation conjointe. Le cofinancement par le Fonds de neuf conseillers pour la paix et le développement et le financement de conseillers pour les droits de l'homme en Sierra Leone et à Sri Lanka accentue la cohérence à l'échelle des pays et permet aux programmes de conserver une utilité politique. Tout en faisant en sorte que les interventions risquées bénéficient des services spécialisés à l'échelle du système, le Fonds a œuvré dans le cadre d'arrangements interinstitutionnels, par exemple en exigeant l'approbation de la Cellule mondiale de coordination des activités policières, judiciaires et pénitentiaires de promotion de l'état de droit au lendemain de conflits et d'autres crises avant d'autoriser tout nouveau transfert en vue de lutter contre les violations des droits fondamentaux des femmes et des jeunes incarcérés au Yémen.

8. En 2017, le Fonds a intensifié ses initiatives transfrontières en approuvant cinq nouvelles interventions dans 12 pays. L'allocation au Fonds d'affectation spéciale pluripartitaire pour la région des Grands Lacs d'une aide de 2 millions de dollars pour les réfugiés burundais en République-Unie de Tanzanie vise à encourager leur retour et leur réinsertion au Burundi. Le Fonds a aussi approuvé pour la première

fois des financements transfrontières régionaux, allouant ainsi 3 millions de dollars à El Salvador, au Guatemala et au Honduras, en Amérique centrale, et 3 millions de dollars au Burkina Faso, au Mali et au Niger, dans la région du Sahel. Des programmes transfrontières entre le Cameroun et le Tchad et entre le Kirghizistan et le Tadjikistan permettront de prendre en compte la nécessité de prévenir les conflits transfrontières et l'extrémisme violent, notamment en établissant des contacts avec les jeunes et les femmes victimes de violences dans ces régions. En s'attaquant aux facteurs de conflit qui ignorent les frontières nationales, le Fonds met à profit sa capacité inégalée de construire des ponts entre celles-ci de façon à promouvoir la coopération.

9. En 2017, le Fonds a prêté assistance à 15 organismes, fonds et programmes des Nations Unies dans tout le système de développement. Tandis qu'il demeure pour l'ONU un moyen essentiel d'agir en toute urgence sur le plan politique, il continue de chercher de nouveaux partenariats pour compléter et consolider sa gamme de programmes. Conformément aux priorités fixées par mon bureau, le Bureau d'appui à la consolidation de la paix a signé avec l'Union africaine un mémorandum d'accord visant à rendre opérationnel le Cadre commun ONU-Union africaine pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité, que j'ai également cosigné avec le Président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, en avril 2017. Ce mémorandum contribuera à davantage coordonner et orienter stratégiquement le partenariat dans les domaines de la prévention des conflits, de la concertation politique, de la réconciliation nationale, de la gouvernance démocratique et des droits de l'homme, et guide déjà l'action du Fonds en République centrafricaine.

10. En ce qui concerne le développement de partenariats novateurs, à la suite de la conférence annuelle Business for Peace tenue en Colombie, coorganisée par le Bureau d'appui à la consolidation de la paix, la Colombie va tester un projet de financement mixte en 2018 en utilisant l'argent du Fonds comme capital de lancement pour attirer des fonds commerciaux destinés à consolider la paix. Au Libéria, les entreprises titulaires de contrats de concession ont soutenu la conception et contribué au financement d'une initiative innovante appuyée par le Fonds visant à apaiser les conflits liés aux concessions. Dans le cadre de ses initiatives pour la promotion des jeunes et de l'égalité des sexes, le Fonds a continué d'aider directement les organisations de la société civile en approuvant plus de 7,5 millions de dollars pour sept projets en 2017. À l'avenir, l'un de ses axes d'action principaux consistera à envisager les autres possibilités qu'offrent ces partenariats et les partenariats nouveaux, y compris grâce à la participation du Bureau à des missions d'évaluation conjointes avec l'Union européenne et la Banque mondiale.

11. Le Fonds a dépassé son montant record de 2016 en consacrant 36 % de ses investissements à des projets de promotion de l'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes. Ce bon résultat est notamment dû aux projets financés au titre des initiatives pour la promotion des jeunes et de l'égalité des sexes ainsi qu'au fait que 22 % des programmes ordinaires du Fonds ont été consacrés à ce type de projets en 2017, preuve que la promotion de thèmes ciblés peut améliorer les comportements et les priorités à l'échelle nationale.

12. Ces chiffres témoignent de l'importance que le Fonds ne cesse d'attacher à l'apprentissage et au renforcement des capacités. Cinq webinaires conçus autour des initiatives de promotion, de suivi et d'évaluation de la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans la consolidation de la paix ont touché un public de plus de 400 personnes dans le monde, tandis qu'un atelier de formation d'une semaine, organisé en partenariat avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), a contribué à

renforcer les compétences d'analyse et de programmation en lien avec l'égalité des sexes de plus de 20 Volontaires des Nations Unies, lesquels fournissent une aide à 11 équipes de pays des Nations Unies. Le succès du Fonds repose sur le financement d'activités de formation de ce type, élaborées en partenariat avec ONU-Femmes et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP).

13. Le Fonds a également contribué à l'action des Nations Unies en faveur de l'élaboration et de l'exécution de programmes de consolidation de la paix axés en priorité sur l'inclusion, la participation et le rôle mobilisateur des jeunes. En 2017, il a alloué 11,3 millions de dollars à huit projets dans le cadre de son Initiative pour la promotion des jeunes. Il a également aidé le FNUAP et d'autres partenaires à organiser cinq consultations régionales avec les jeunes afin d'examiner les priorités en matière de paix et de sécurité et de proposer des recommandations de nature à influencer les discussions sur la politique à mener à l'échelle mondiale en lien avec la résolution [2250 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité.

14. L'année écoulée a marqué le début du plan stratégique du Fonds pour la période 2017-2019, qui vise à investir 500 millions de dollars dans 40 pays d'ici à 2019. Les financements continueront d'être orientés vers les quatre domaines prioritaires du Fonds, conformément à son mandat, et porteront sur les différents volets de la pérennisation de la paix : la prévention des conflits, la prévention de l'intensification des conflits violents et l'après-conflit. De cette façon, le Fonds pourrait servir de moteur aux recommandations issues de l'étude conjointe de l'ONU et de la Banque mondiale, intitulée « Pathways for peace – Inclusive approaches to preventing violent conflict », en finançant la lutte contre les causes profondes des conflits et en étant conscient de la primauté de la politique et de l'importance de ne laisser personne de côté. Ce plan stratégique définit un ensemble d'objectifs plus ambitieux que ceux des années précédentes et fera office de tremplin pour la réalisation de l'objectif fixé dans le rapport que j'ai présenté sur la consolidation et la pérennisation de la paix ([A/72/707-S/2018/43](#)), à savoir que le Fonds pour la consolidation de la paix soit doté de 500 millions de dollars chaque année. J'ai demandé à ce que les contributions versées soient pluriannuelles et non préaffectées, de façon à ce que l'aide apportée soit adaptée et prévisible.

Tableau 1

Décisions du Fonds pour la consolidation de la paix en 2017

	<i>Montants approuvés en 2017</i>		<i>Total</i>
	<i>Mécanisme de financement des interventions rapides</i>	<i>Mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix</i>	
<i>(En dollars É.-U.)</i>			
Pays inscrits à l'ordre du jour de la Commission de consolidation de la paix			
Burundi	7 570 308		7 570 308
Guinée	7 940 514		7 940 514
Guinée-Bissau	7 301 064		7 301 064
Libéria	12 352 061		12 352 061
République centrafricaine	14 999 865		14 999 865
Sierra Leone	4 999 797		4 999 797
Total partiel	55 163 609		55 163 609

<i>Montants approuvés en 2017</i>			
	<i>Mécanisme de financement des interventions rapides</i>	<i>Mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix</i>	<i>Total</i>
<i>(En dollars É.-U.)</i>			
Pays non inscrits à l'ordre du jour de la Commission de consolidation de la paix			
Bosnie-Herzégovine	2 000 001		2 000 001
Burkina Faso	3 000 126		3 000 126
Cameroun ^a	1 499 962		1 499 962
Colombie		12 000 000	12 000 000
Côte d'Ivoire	5 000 000	500 000	5 500 000
El Salvador	3 000 000		3 000 000
Gambie	3 100 000		3 100 000
Guatemala	4 141 276		4 141 276
Haïti	3 000 000		3 000 000
Honduras ^a	1 275 311		1 275 311
Îles Salomon	2 999 266		2 999 266
Kirghizistan	3 592 416	8 000 000	11 592 416
Liban	2 999 628		2 999 628
Mali	11 745 329		11 745 329
Myanmar	3 865 408		3 865 408
Niger	4 000 000		4 000 000
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2 000 000		2 000 000
Philippines	3 000 000		3 000 000
République-Unie de Tanzanie ^a	945 581		945 581
Somalie	2 286 873		2 286 873
Soudan du Sud	5 000 000		5 000 000
Sri Lanka	2 454 148		2 454 148
Tadjikistan ^a	1 000 000		1 000 000
Tchad	1 499 607		1 499 607
Yémen	5 000 000		5 000 000
Total partiel	78 404 932	20 500 000	98 904 932
Autres			
Nations Unies	3 042 492		3 042 492
Total partiel	3 042 492		3 042 492
Total	136 611 033	20 500 000	157 111 033

Source : Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires, janvier 2018.

Note : Comme dans le rapport précédent, ce tableau présente les décisions de financement qui ont été prises en 2017, et non les fonds qui ont été transférés.

^a En qualité de partenaire de projets transfrontières. Ces pays ne bénéficient pas de programmes du Fonds à part entière.

III. Pays dans lesquels le Fonds pour la consolidation de la paix est actif

A. Pays inscrits à l'ordre du jour de la Commission de consolidation de la paix

Burundi : faire face aux problèmes que posent les déplacements de population

15. Au Burundi, le durcissement des positions politiques, les violations persistantes des droits de l'homme, l'accroissement des flux de réfugiés dans les pays voisins et la détérioration de la situation économique et humanitaire ont poussé le Fonds à prolonger son plan des priorités de consolidation de la paix. Cela permettra d'étendre deux projets ciblant les jeunes, qui ont déjà fait leurs preuves en ce qui concerne la sécurité des communautés et la cohésion sociale.

16. Un projet supplémentaire, porté par l'Institut néerlandais pour une démocratie multipartite, permettra aux jeunes membres de partis politiques de défendre leurs positions au sein de leur parti et en dehors. Dans le cadre d'une initiative visant à promouvoir l'égalité des sexes, Search for Common Ground aidera les réseaux intergénérationnels de dirigeantes à mener des projets de consolidation de la paix à l'échelle locale. Ce projet s'inscrit dans le prolongement des investissements passés du Fonds destinés à créer un réseau de médiatrices.

17. Le Fonds soutient deux projets complémentaires qui s'attaquent aux causes profondes des déplacements de population et contribuent à réunir les conditions favorables à la réinsertion des réfugiés revenant chez eux. Un financement de 2 millions de dollars permettra de dynamiser le Fonds d'affectation spéciale pluripartenaire pour la région des Grands Lacs en soutenant une initiative transfrontières entre le Burundi et la République-Unie de Tanzanie qui cible les réfugiés. En outre, le Fonds a approuvé un projet d'une valeur de 3 millions de dollars visant à renforcer la protection des rapatriés et des membres des communautés d'accueil et leur accès aux services de base et aux moyens de subsistance dans 4 communes du Burundi.

République centrafricaine : renforcer la gouvernance et la sécurité dans un contexte d'intensification de la crise

18. Alimentée par des motifs politiques, l'exacerbation des clivages ethniques et religieux a aggravé les déficits de gouvernance déjà anciens, ce qui a retardé la mise en œuvre du Plan national de relèvement et de consolidation de la paix. La résurgence de l'insécurité, l'insuffisance voire l'absence d'autorités étatiques ou judiciaires dans les régions du nord et de l'est du pays et la faiblesse des moyens de mise en œuvre à l'échelle nationale continuent de poser des difficultés et d'occasionner des violations des droits de l'homme. Les violences auxquelles les groupes armés soumettent la population civile et les intervenants humanitaires continuent de causer des déplacements de population et conduisent à une détérioration de la situation humanitaire.

19. Dans ce contexte, le Fonds a approuvé un financement de 15 millions de dollars, un engagement qu'il avait pris à la conférence internationale des donateurs pour la République centrafricaine, tenue à Bruxelles fin 2016. Les nouveaux investissements ont joué un rôle essentiel dans la stabilisation de Bambari en ce qu'ils ont permis de déployer des forces de sécurité intérieures et de mettre en place des programmes de travail contre rémunération ainsi que des activités de redressement, de redynamisation socioéconomique, de lutte contre la violence au sein de la collectivité et de soutien aux comités locaux pour la paix. Le Fonds a

également prêté assistance pour le rétablissement de l'autorité de l'État en contribuant à l'élaboration et à l'adoption d'une stratégie nationale et d'un plan d'action en la matière. En ce qui concerne la réforme du secteur de la sécurité, il a concouru à l'élaboration d'un plan de communication destiné à favoriser la confiance entre les autorités, la population et les forces de sécurité intérieures. Il a également redirigé certains programmes de façon à soutenir le processus de médiation de l'Initiative africaine pour la paix et la réconciliation, ce qui a permis aux facilitateurs d'avoir des échanges avec les groupes armés et la société civile.

Guinée : renforcer le contrôle du secteur de la sécurité par les civils, élément clef du retrait du Fonds

20. Conduite en 2017, une évaluation externe des 48 millions de dollars que le Fonds a investis dans 31 projets a conclu que ces activités avaient permis de s'attaquer aux problèmes les plus pressants en matière de consolidation de la paix et ciblé les personnes les plus vulnérables en cas de conflit, notamment les femmes et les jeunes. En particulier, les investissements risqués en faveur de la réforme du secteur de la sécurité avaient contribué à améliorer les résultats des forces de sécurité, renforçant par là même la confiance de la population à leur égard, laquelle devrait être confortée par les futurs financements.

21. Ces conclusions ainsi qu'une analyse actualisée des conflits et les recommandations de la Commission de consolidation de la paix ont permis d'établir les priorités des nouveaux programmes, qui se montent à 7 millions de dollars au total et portent sur trois domaines : a) le dialogue avec les partis politiques pour enrayer les conflits relatifs aux élections ; b) la consolidation de la justice pénale pour mettre fin à l'impunité ; et c) la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent grâce au renforcement des analyses et la systématisation des interventions axées sur le secteur de l'éducation.

22. En complément de ses nouvelles interventions dans le domaine de la justice, le Fonds a également décidé de concourir à l'élaboration d'une stratégie lui permettant de se désengager de ce secteur grâce à la création d'institutions nationales permanentes de contrôle des forces de sécurité par les civils.

23. Enfin, l'organisation de la société civile Agence de coopération et de recherche pour le développement a reçu une subvention dans le cadre de l'Initiative pour la promotion des jeunes en vue de consolider les dispositifs de règlement décentralisé des conflits et de mettre au point un système national d'alerte et d'intervention rapides.

Guinée-Bissau : favoriser les initiatives de stabilisation

24. La crise institutionnelle et politique en Guinée-Bissau n'a pas été résolue en 2017. Les acteurs politiques majeurs ayant des vues bien arrêtées, il s'est avéré impossible de mettre en œuvre les accords conclus dans le cadre de la médiation régionale de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), à laquelle ont contribué l'ONU et d'autres partenaires internationaux.

25. Dans ce contexte difficile, Interpeace a mené un projet visant à consulter les femmes et à affirmer leur rôle dans les dispositifs de règlement des conflits. Dans le prolongement de cette action, le Fonds a approuvé six projets, d'un montant de 7,3 millions de dollars, qui visent à donner les moyens d'agir aux personnes exclues, y compris les femmes et les jeunes. En outre, on espère que les fonds consacrés au dialogue politique, les efforts de réconciliation nationale que fait le comité d'organisation de la Conférence nationale sur les moyens de parvenir à la paix et au développement et l'appui aux médias conscients des enjeux du conflit

contribueront à la stabilisation du pays. Enfin, de nouveaux investissements destinés à renforcer les dispositifs de règlement des différends et les liens entre les systèmes de justice formelle et non formelle devraient élargir l'accès à la justice, faire en sorte que les droits de l'homme soient mieux respectés et contribuer à la stabilisation.

Libéria : du maintien de la paix à la consolidation de la paix dans un contexte de changement du pouvoir exécutif

26. À la suite des élections présidentielles d'octobre, le Libéria a connu son premier transfert pacifique du pouvoir en plus de 70 ans. Grâce au projet du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), d'un montant de 1,8 million de dollars, une action d'envergure a été menée en vue d'amener les jeunes à participer aux élections de 2017 et de prévenir la violence sexiste à cette occasion, favorisant ainsi l'instauration d'un climat relativement calme.

27. À la demande du Conseil de sécurité, le Gouvernement libérien a élaboré, avant la tenue des élections, un plan de consolidation de la paix, sur la base duquel le Fonds a approuvé un financement de 10 millions de dollars en 2017. Les nouveaux programmes ainsi adoptés visaient à garantir que les droits de l'homme demeurent une priorité de l'équipe de pays des Nations Unies au Libéria et ont permis de créer des instances de dialogue multipartite destinées à endiguer les conflits liés aux concessions.

28. Les nouveaux investissements du Fonds se fondent sur une évaluation indépendante et complète des contributions qu'il a déjà versées au Libéria, qui se montent à 30 millions de dollars. Celle-ci a permis de déterminer que, bien que les initiatives du Fonds portaient sur les axes prioritaires de la consolidation de la paix, la gouvernance de ses programmes au Libéria devait être améliorée.

29. Par ailleurs, le Fonds a approuvé deux projets dans le cadre de ses initiatives pour la promotion des jeunes et de l'égalité des sexes : 2 millions de dollars ont été alloués à ONU-Femmes, au PNUD et à l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), pour satisfaire les besoins des filles et des femmes en matière de justice et de sécurité, et 433 000 dollars à l'organisation de la société civile Accountability Lab, pour mettre en évidence le rôle des femmes dans le processus de paix en formant des réalisatrices de films et en organisant un festival cinématographique.

Sierra Leone : appui à la prévention des conflits liés aux élections

30. En prévision des élections de mars 2018, les premières depuis la fermeture de la mission politique des Nations Unies, le Fonds a approuvé un financement de presque 3 millions de dollars à l'intention du PNUD et du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) début 2017, auquel des contributions du Ministère du développement international du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Norvège et du Canada sont venues s'ajouter, afin d'aider les institutions nationales et les organisations de la société civile à prévenir et à atténuer les conflits avant, pendant et après les élections. Dans ce cadre, une collaboration a été mise en place avec l'initiative d'appui au cycle électoral de 2016-2018 en Sierra Leone, qui est menée par le PNUD et coordonnée par le groupe d'appui aux élections, afin de garantir la cohérence de l'assistance fournie par les organismes des Nations Unies. Par ailleurs, la Commission d'enregistrement des partis politiques a validé les codes de conduite des partis politiques grâce à ce projet, qui a également aidé le système judiciaire à créer huit tribunaux électoraux chargés de statuer rapidement sur des litiges dans ce domaine et renforcé davantage les moyens disponibles pour surveiller les droits de l'homme et les dispositifs de

règlement des différends. La Commission nationale pour la démocratie et l'Office de la sécurité nationale ont également reçu une aide pour respectivement élaborer des messages encourageant la tenue d'élections pacifiques et mettre en place un centre national d'alerte et d'intervention rapides en cas de crise. Un appui a été également fourni à un centre de commandement et de contrôle pour renforcer les moyens dont dispose la police.

31. Un autre projet soutenu par le Fonds, qui a pris fin en décembre 2017, a permis de consolider certaines activités essentielles dans le domaine des droits de l'homme, en partenariat avec la Commission des droits de l'homme de la Sierra Leone. Dans ce contexte, la Commission a bénéficié d'une aide pour institutionnaliser et surveiller l'application des normes internationales relatives aux droits de l'homme en ce qui concerne les questions foncières, les femmes et les personnes handicapées, des domaines dans lesquels les efforts de pérennisation de la paix sont souvent mis à mal.

32. Dans le cadre de l'Initiative de promotion de l'égalité des sexes, le Fonds a alloué 2 millions de dollars à ONU-Femmes, au PNUD et à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), afin de compléter son assistance électorale en renforçant le rôle moteur des femmes en politique et en les encourageant à promouvoir des élections pacifiques et à y participer.

B. Autres pays bénéficiaires

Bosnie-Herzégovine : étayer les initiatives locales des jeunes par une action régionale

33. Dans un contexte de tensions sporadiques attisées par des revendications nationalistes et des réactions partisans aux résultats obtenus en 2017 en matière de justice transitionnelle, le Fonds a approuvé un projet de 2 millions de dollars qui proroge le programme « Dialogue pour l'avenir » mené par la présidence tripartite et lancé grâce à un de ses financements précédents. Mis en œuvre par le PNUD, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'UNESCO, ce nouveau projet place les jeunes au cœur de la coopération et du dialogue intercommunautaires aux niveaux des structures locales, des entités et de l'État et constitue le seul mécanisme d'échanges directs avec la présidence tripartite au sujet de la réconciliation. La présidence souhaitant encourager un dialogue régional, il a aussi vocation à faire participer les citoyens des pays voisins, notamment les jeunes, et ouvre la voie à un dialogue de ce type dans les Balkans en 2018.

Burkina Faso : renforcer la sécurité nationale à l'échelle du pays

34. Le Fonds a inauguré sa coopération au Burkina Faso, l'un des deux pays modèles en ce qui concerne la thématique de la pérennisation de la paix, avec deux projets portant sur la réconciliation et la réforme du secteur de la sécurité.

35. Malgré une mise en route tardive, le projet de réconciliation nationale a commencé en novembre, avec le soutien du Département des affaires politiques, et le Haut Conseil pour la réconciliation et l'unité nationale a organisé des consultations informelles, dans le cadre desquelles les représentants politiques, les organisations de la société civile, les forces de défense et de sécurité, les associations de victimes, les chefs traditionnels et religieux et les acteurs du secteur privé ont été mis en relation pour, dans un premier temps, examiner les priorités en matière de réconciliation.

36. Tirant parti de l'expérience concluante du Fonds notamment en Guinée, le projet de réforme du secteur de la sécurité au Burkina Faso, évalué à 1 million de dollars, a permis d'affecter un conseiller de haut niveau auprès du cabinet du Président à des fins de prestation de conseils. Sur cette base, le Gouvernement a tenu en octobre un forum national sur la sécurité, qui a débouché sur un rapport dans lequel sont répertoriées les priorités et des recommandations concernant la politique nationale de sécurité.

Colombie : accompagner l'application de l'Accord de paix par le Gouvernement

37. En 2017, le cessez-le-feu a été respecté et les Forces armées révolutionnaires de Colombie-Armée populaire (FARC-EP) ont déposé les armes et se sont converties en un parti politique, marquant ainsi une étape historique dans la transition de la guerre à la paix en Colombie. À la demande du Président Juan Manuel Santos Calderón, j'ai déclaré en juin que son pays pouvait prétendre aux programmes du Fonds. En septembre, le Gouvernement colombien et l'équipe de pays des Nations Unies ont établi un plan des priorités de consolidation de la paix comprenant trois domaines d'appui : la réinsertion politique et socioéconomique des anciens membres des FARC-EP ; la stabilisation et l'intensification des dividendes de la paix dans des zones ciblées ; et la justice transitionnelle et le rétablissement des victimes dans leurs droits. Conformément à ce plan, le Fonds a approuvé un financement de 12 millions de dollars à répartir entre cinq projets, qui consistaient notamment à : a) prêter assistance pour la création d'une commission de la vérité conformément à l'Accord de paix ; b) apporter un appui au Centre de réflexion et de dialogue politique, une nouvelle cellule de réflexion qui fournit des orientations et un soutien aux anciens dirigeants des FARC-EP et aux signataires de l'Accord de paix ; c) garantir par des interventions les droits des enfants et adolescents enrôlés par les FARC-EP, qui bénéficient maintenant de la protection de l'État ; d) apporter une aide plurisectorielle à la population dans les trois territoires les plus touchés par le conflit armé ; e) assurer la réinsertion des ex-combattants grâce à la mise en place d'une organisation de déminage et de formations sur les moyens de subsistance. Dans le cadre de l'appui que le Fonds prête aux institutions nationales, les financements qu'il accorde sont centralisés par le Fonds d'affectation spéciale multidonateurs des Nations Unies pour l'après-conflit en Colombie, auquel il a été le premier à verser une contribution. Depuis, plus de 70 millions de dollars ont été mobilisés pour appliquer l'Accord de paix.

Côte d'Ivoire : du maintien de la paix à la consolidation de la paix

38. L'amélioration des indices de sécurité nationale et le retrait de la mission de maintien de la paix en juin semblent indiquer que la Côte d'Ivoire a continué de consolider ses acquis sur le plan politique et en matière de sécurité tout au long de l'année. Toutefois, des difficultés persistent, comme en témoignent les mutineries et les manifestations d'anciens membres de forces rebelles et les diverses attaques commises contre des commissariats.

39. Dans ce contexte, les projets du Fonds ont permis d'appuyer une série de mesures visant à améliorer les conditions de sécurité dans le pays, notamment la remise en état des infrastructures, la formation de 1 168 agents des forces de sécurité, la création de cinq comités civilo-militaires destinés à améliorer la communication et à rétablir la confiance entre la population et les forces de sécurité, et l'appui fourni aux activités menées conjointement par les membres du secteur de la sécurité et la population locale. Le programme a également contribué à la coexistence pacifique dans les régions du centre et du sud-ouest du pays grâce à la mise en place de dialogues intercommunautaires et à la remise en état des

infrastructures, dont ont bénéficié plus de 3 000 personnes. Grâce au soutien du Fonds, le Gouvernement s'est doté d'un plan de réparations collectives largement approuvé, dont les premiers versements sont prévus en 2018. Par la mise en place d'activités de sensibilisation aux droits fonciers et l'appui aux initiatives de création de certificats fonciers, le Fonds a contribué au règlement pacifique des litiges fonciers dans 549 villages. En outre, l'aide du Fonds a permis d'augmenter encore le nombre d'enregistrements de naissances (36 000 enfants supplémentaires) pour réduire les risques de futurs conflits liés à l'identité et de violations des droits de l'homme.

40. Par ailleurs, le Fonds a approuvé un financement de 5,5 millions de dollars en vue d'accélérer le nouveau programme d'appui à la consolidation de la paix du Gouvernement et des Nations Unies, l'objectif étant de garantir une transition sans heurt dans le cadre de la réduction des effectifs de la mission de maintien de la paix.

République démocratique du Congo : anticiper les élections dans un contexte d'insécurité croissante

41. Depuis que la signature d'un accord le 31 décembre 2016 a ouvert la voie à des élections, des divisions entre les signataires ont entraîné une détérioration des conditions de sécurité dans l'est du pays, en dépit de la résolution 2348 (2017) du Conseil de sécurité, par laquelle la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo a été chargée d'appuyer la mise en œuvre de l'accord de 2016 et de promouvoir la protection des civils et des droits de l'homme.

42. Dans ce contexte, l'appui du Fonds a continué de porter essentiellement sur les activités de stabilisation dans l'est du pays et pris la forme d'une contribution au Fonds de cohérence pour la stabilisation. Le Fonds a lancé cinq nouveaux programmes dans ce domaine en 2017, dans les provinces d'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. L'appui fourni à Kitchanga, dans le Nord-Kivu, a permis de faire rapidement des progrès, avec la création ou le renforcement de 10 structures locales de promotion de la paix, qui joueront un rôle essentiel dans la prestation de services d'appui additionnels. Le Fonds a également facilité l'élaboration d'accords stratégiques avec les autorités provinciales, par lesquels celles-ci se sont clairement engagées à veiller à la réussite du projet et à intensifier leur participation aux programmes de stabilisation. Autre progrès important, les pouvoirs publics ont élaboré, sans que personne ne soit exclu, une stratégie détaillée en vue de dissoudre la milice dénommée Front de résistance patriotique de l'Ituri et de régler les conflits de longue date qui opposent les communautés locales dans le sud du territoire d'Irumu, dans la province d'Ituri.

El Salvador : pérenniser la paix pour la génération à venir

43. El Salvador a célébré le vingt-cinquième anniversaire de la signature de ses accords de paix en 2017. En dépit des progrès importants réalisés en matière de démocratie au cours de cette période, un cycle continu de violence menace la coexistence pacifique, le fonctionnement des institutions démocratiques et la protection des droits de l'homme.

44. C'est dans ce contexte que le Fonds a approuvé son tout premier projet en El Salvador, à savoir l'investissement de 2,2 millions de dollars dans un programme commun des Nations Unies pour la génération de l'après-conflit. Ce projet, mis en œuvre par le PNUD, l'OIM et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), a pour objet de protéger les droits des victimes de violence et de renforcer le contrôle interne et externe des principaux services de répression et institutions judiciaires. Le Fonds apporte également un soutien au processus de

dialogue national, qui a pour objectif de proposer des solutions à certains problèmes les plus urgents de la société salvadorienne.

Gambie : appui aux réformes et à la transition démocratique

45. En appui à la transition politique tendue mais pacifique de décembre 2016 en Gambie, le Fonds a approuvé l'octroi de 3 millions de dollars pour faire avancer les priorités en matière de justice transitionnelle et de réforme du secteur de la sécurité.

46. Sous la direction du HCDH et du PNUD et sur les conseils du Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition, Pablo de Greiff, un investissement de 1,2 million de dollars a été effectué en faveur de la justice transitionnelle afin de fournir des connaissances spécialisées au Gouvernement pour l'aider à organiser des consultations publiques. Celles-ci fourniront des éléments sur lesquels s'appuyer pour élaborer une stratégie nationale visant à rendre justice et à promouvoir l'apaisement et la réconciliation au niveau national. Bien que le projet n'en soit qu'à un stade précoce, un conseiller pour la justice transitionnelle financé par le Fonds a aidé le Gouvernement à élaborer un projet de loi sur la Commission vérité, réconciliation et réparations, qui a été adopté en décembre 2017.

47. En réponse à la demande d'assistance exprimée par le Gouvernement, le PNUD et le Département des opérations de maintien de la paix aident ce dernier à élaborer une stratégie de réforme du secteur de la sécurité conforme aux principes de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) afin de restaurer la crédibilité et de renforcer la gouvernance et le contrôle des institutions nationales chargées de la sécurité. Grâce à un financement du Fonds, un conseiller principal a participé à une évaluation du secteur de la sécurité menée conjointement par l'Union européenne, la CEDEAO et l'ONU. Cet investissement de 1,4 million de dollars permettra également d'appuyer la création d'un Bureau de la sécurité nationale. À l'aide d'un financement supplémentaire de 500 000 dollars, le Fonds appuie également la création d'un service chargé des politiques, de la planification et de l'administration au sein du bureau du Vice-Président.

Guatemala : faire de la justice pour les femmes guatémaltèques une priorité

48. Au cours de l'année écoulée, l'aptitude des institutions judiciaires et de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala à lutter contre l'impunité et la corruption a été mise à l'épreuve. En effet, les progrès spectaculaires accomplis, notamment les condamnations sans précédent obtenues en 2016 dans l'affaire des violences sexuelles de *Sepur Zarco*, en partie grâce au soutien du Fonds, ont provoqué un véritable revirement de certains secteurs à forte influence et pourraient entraîner une crise politique.

49. Face à ces nouveaux défis, le Fonds a appuyé les efforts de consolidation et de renforcement des institutions entrepris en 2017 dans le système judiciaire, en apportant un soutien technique pour permettre d'engager des poursuites pénales stratégiques, en particulier dans les affaires de grande ampleur et les cas de féminicides. En outre, le Fonds a fourni des services complets d'assistance aux victimes à l'intention des groupes vulnérables, y compris les femmes, les peuples autochtones et les enfants, et favorisé la prise en compte des droits des peuples autochtones, de l'égalité des sexes et des droits de l'homme dans le système judiciaire.

50. Enfin, dans le cadre de son Initiative de promotion de l'égalité des sexes de 2017, le Fonds a alloué 2 millions de dollars à l'élargissement de l'aide aux survivantes de violences sexuelles et sexistes liées aux conflits qui réclament justice

et veulent obtenir des mesures de réparation porteuses de changement. Ce projet permettra en outre de donner plus de responsabilités aux femmes et de stimuler les réseaux nationaux afin de renforcer le rôle de ces dernières dans la prise de décisions et dans l'élaboration de programmes, ainsi que de promouvoir des changements structurels.

Kirghizistan : amélioration des relations au service de la prévention de l'extrémisme violent

51. Afin de poursuivre les progrès rendus possibles par ses investissements précédents, le Fonds a alloué 11,6 millions de dollars à un nouveau projet de prévention de l'extrémisme violent. Ce nouvel investissement vise essentiellement à répondre aux besoins urgents de la région de l'Asie centrale en matière de lutte contre le recrutement par des groupes extrémistes violents.

52. S'appuyant sur un processus participatif d'analyse du conflit et de définition des priorités mené tout au long de l'année, le Fonds a approuvé l'octroi de 8 millions de dollars pour le financement d'un plan des priorités de consolidation de la paix en 2017. Celui-ci a pour objectifs de prévenir l'extrémisme violent en améliorant les partenariats entre les acteurs étatiques et les populations marginalisées, de combattre l'insécurité dans les prisons et les centres de détention et d'aider les jeunes et les femmes à jouer un rôle de premier plan dans les efforts de sensibilisation menés au niveau local pour enrayer l'extrémisme avant même qu'il n'apparaisse.

53. Ce nouveau plan vient compléter les investissements actuels dans des projets portant sur l'extrémisme violent, dont un projet de 1 million de dollars axé sur la jeunesse, mis en œuvre par Search for Common Ground, et une action menée sous l'égide des Nations Unies pour aider les dirigeantes religieuses à faire face à la vulnérabilité et aux risques de radicalisation. En outre, deux projets financés dans le cadre de l'Initiative pour la promotion des jeunes et de l'Initiative de promotion de l'égalité des sexes de 2017 visent à améliorer l'intégration des implantations sauvages isolées dans la périphérie de Bichkek et à favoriser la coopération interethnique conduite par les jeunes pour améliorer les partenariats avec l'État.

54. Enfin, une évaluation extérieure ayant montré que l'investissement initial avait permis de réduire les tensions concernant les ressources naturelles rares et de promouvoir la coopération entre les communautés, le Fonds a décidé de prolonger son projet transfrontalier Kirghizistan-Tadjikistan. Avec un nouvel investissement de 2 millions de dollars, ce projet permettra de consolider les acquis et d'intégrer les nouveaux mécanismes des plaintes au sein des institutions nationales pour promouvoir la pérennité.

Liban : miser sur la jeunesse pour renforcer la résilience économique et la cohésion sociale

55. Au Liban, la présence d'environ 1 million de réfugiés syriens a contribué à instaurer une situation de stress économique et exercé une pression sur les services de base, entraînant des relations tendues avec les communautés d'accueil. Face à cette situation, le Fonds a approuvé, en 2017, le financement d'un projet de 3 millions de dollars portant sur l'emploi et la consolidation de la paix et visant à établir des liens entre les « jeunes à risque », qui est mis en œuvre par le PNUD et l'Organisation internationale du Travail (OIT), en partenariat avec l'UNICEF. En amenant des jeunes syriens et libanais vulnérables à participer aux efforts visant à améliorer les conditions économiques locales, le projet entend promouvoir la stabilité sociale et le règlement des conflits et promouvoir l'employabilité des jeunes.

Libye : sur la voie de la réconciliation nationale

56. Un projet visant à créer des conditions favorables à la réconciliation nationale en Libye, financé par le Fonds, a été lancé en janvier 2017. Il a pour objectif de contribuer à l'élaboration d'une stratégie de réconciliation nationale par la mise en place d'un dialogue multipartite sur des questions thématiques et régionales, notamment les déplacements, les détentions arbitraires, le dialogue au sein des municipalités, les femmes et les jeunes. Cette initiative repose sur la consultation de toutes les parties prenantes libanaises, y compris les femmes, les jeunes, les chefs tribaux et les municipalités, afin de favoriser une réconciliation du bas vers le haut et de renforcer la participation de la population à ce processus. Grâce à la participation d'une grande variété d'acteurs à tous les niveaux de la société, le projet favorise le dialogue inclusif et contribue directement au processus politique en cours dans le cadre du plan d'action des Nations Unies pour la Libye, adopté en septembre 2017, qui fait de la réconciliation une priorité.

Madagascar : appui à la lutte contre la corruption et à la réforme du secteur de la sécurité

57. Madagascar a été le théâtre de tensions politiques croissantes tout au long de l'année, en raison principalement de l'élection présidentielle prévue en 2018. La proposition du Gouvernement d'organiser un référendum constitutionnel avant les élections, alors que l'incertitude persiste au sujet du calendrier électoral et de l'éligibilité des candidats, a contribué à la montée des tensions. L'ONU s'est employée, en collaboration avec les parties prenantes locales, l'Union africaine et la Communauté de développement de l'Afrique australe, à favoriser l'apaisement et à ouvrir la voie à un accord entre les principaux acteurs politiques pour régler les différends par le dialogue.

58. Dans ce contexte, les investissements du Fonds ont été axés sur la réforme du secteur de la sécurité et le soutien aux institutions démocratiques, notamment pour lutter contre la corruption, renforcer les mécanismes nationaux de protection des droits de l'homme et accroître la confiance des citoyens dans les institutions de l'État. Parmi les résultats attendus, figurent notamment l'adoption d'une stratégie du secteur de la sécurité nationale et la création d'un secrétariat exécutif au Conseil supérieur de la défense nationale, ouvrant ainsi la voie à une réforme. Par ailleurs, plusieurs procédures ont été engagées par le Bureau indépendant de lutte contre la corruption, avec le soutien du Fonds, concernant des affaires de corruption de haut niveau. Une commission indépendante des droits de l'homme a également été créée avec l'appui du Fonds et a commencé à recevoir les plaintes des citoyens, mais sa viabilité dépendra du financement octroyé par le Gouvernement, qui ne s'est pas encore matérialisé. Le Fonds a également lancé le premier journal d'investigation dans le pays.

59. À la fin de l'année 2017, le Comité directeur conjoint du Fonds a approuvé deux projets de stabilisation pour le Grand Sud de Madagascar en vue de répondre à des doléances de longue date, d'établir l'autorité de l'État dans cette région délaissée, de lutter contre la criminalité et de renforcer la cohésion sociale. Ces deux projets, lancés en 2018, constituent la première aide non humanitaire apportée à cette région.

Mali : répondre rapidement aux nouvelles menaces

60. Plus de deux ans après la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, l'insécurité continue de se propager, les violations du cessez-le-feu persistent, et la réforme des institutions ne progresse pas. Les groupes extrémistes violents et terroristes ont accéléré le rythme de leurs opérations dans le

but de contrecarrer le processus de paix, et l'apparition de nouveaux groupes armés et de processus parallèles risque de compromettre l'application de l'accord. Face à ces crises émergentes, le Fonds a approuvé un nouveau dispositif d'appui, qui met l'accent sur les régions de Ségou et Mopti, en vue d'éviter de nouvelles crises.

61. Dans ce contexte difficile, l'aide du Fonds a permis d'encourager les jeunes à agir en faveur du changement. Plus particulièrement, 640 jeunes, dont 226 jeunes femmes, ont reçu une formation sur l'Accord pour la paix et la réconciliation et la résolution 2250 (2015) du Conseil de sécurité, et un soutien a été apporté au Conseil national de la jeunesse en vue de mieux faire comprendre l'Accord de paix. En outre, 2 600 jeunes, dont 910 jeunes femmes, ont été formés à la prévention des conflits afin d'éviter que la crise ne s'amplifie, et 36 médiateurs locaux ont été recrutés pour promouvoir la cohésion sociale et réduire les risques de radicalisation dans 36 localités. Le Fonds a appuyé une approche globale de la violence sexiste, consistant notamment en l'adoption d'un plan d'action de la Police nationale pour la période 2018-2020, l'examen par l'Assemblée nationale d'un projet de loi sur la violence sexiste qui devrait être adopté en 2018 et la saisine des tribunaux locaux pour 329 affaires de violence sexiste, dont 157 affaires d'agressions sexuelles.

Myanmar : progrès modestes sur fond de crise profonde

62. La crise dans le nord de l'État rakhine s'est aggravée en 2017 et a causé le départ de 600 000 réfugiés vers le Bangladesh. Pour faire face à cette situation, le Fonds a approuvé 3,9 millions de dollars pour le financement de deux programmes, dans le cadre de son Initiative de promotion de l'égalité des sexes, afin de renforcer le rôle des femmes dans le processus de paix de l'État rakhine.

63. Une commission mixte de contrôle du cessez-le-feu, instance d'appui chargée de mobiliser l'aide internationale pour appliquer l'accord de cessez-le-feu national, a également été créée en 2017 avec l'aide du Fonds et sous les auspices des Nations Unies. La Commission a mis en place les bureaux de suivi nécessaires, notamment un secrétariat technique chargé d'apporter un appui fonctionnel à un comité tripartite composé du Gouvernement, de huit organisations ethniques armées et de représentants de la société civile. Évoluant dans une situation politique et des conditions de sécurité difficiles et complexes, la Commission mixte de contrôle du cessez-le-feu a dû relever des défis de taille dans certaines régions du pays contestées, où la population locale ne voit guère les dividendes de la paix et où les infrastructures sont limitées. Néanmoins, le recours au mécanisme de suivi a permis de rétablir la confiance entre les signataires de l'accord de cessez-le-feu, ainsi que de régler les différends au niveau opérationnel et, partant, de réduire les risques de nouveaux conflits. Enfin, plusieurs initiatives financées par le Fonds et visant à prévenir le recrutement et l'utilisation d'enfants par les groupes armés ont permis de libérer 49 enfants.

Niger : prévention des conflits sur fond de tensions accrues

64. Le Niger a connu une recrudescence des tensions en 2017, exacerbées par l'absence de dialogue politique ouvert à tous et de consensus à propos de la gestion des affaires publiques, ainsi qu'en raison des besoins sociaux non satisfaits et des conditions de sécurité difficiles. Pour faire face aux tensions alimentées par la lutte pour l'accès aux ressources naturelles, le Fonds a appuyé, dans sept localités, des mécanismes de prévention des conflits liés à ces ressources, y compris dans les zones frontalières, au moyen de programmes travail contre rémunération, de la création de comités de l'eau et de la mise en place de mécanismes locaux de recherche d'un consensus. En outre, dans le cadre d'un projet mené à l'intention de 1 115 jeunes, 480 personnes ont reçu une formation pour apprendre à diriger des

projets de cohésion sociale et de prévention des conflits dans 17 espaces de dialogue créés par le Fonds. Un appui socioéconomique global a été apporté à 842 jeunes pour les dissuader de rejoindre des groupes extrémistes violents. Constatant que la démarche suivie par le Fonds jouait un rôle catalyseur, le Danemark a octroyé 6,3 millions de dollars à la Haute Autorité à la consolidation de la paix, en appui au plan des priorités de consolidation de la paix. Pour accroître la confiance dans le plan, le Fonds finance des méthodes novatrices de suivi reposant sur la collectivité pour veiller à ce que les communautés cibles puissent avoir du poids dans la gouvernance du Fonds.

65. Dans ce cadre, le Fonds a approuvé un nouveau projet sensible visant à appuyer les efforts menés par le Gouvernement en vue de réduire l'influence de Boko Haram. Il s'agit, par ce projet, de favoriser la réinsertion et de promouvoir la cohésion sociale auprès des anciens combattants de Boko Haram, des prisonniers libérés et de la population locale.

Papouasie-Nouvelle-Guinée : communiquer avec la population et les parties au conflit pendant la préparation d'un référendum

66. Le Gouvernement papouan-néo-guinéen et le Gouvernement autonome de Bougainville ont continué d'appliquer l'Accord de paix de Bougainville, notamment en vue de la préparation du référendum prévu à Bougainville à la mi-juin 2019. Les progrès dans l'application de l'Accord ont été lents en 2017, en partie du fait d'un conflit de priorités lié notamment aux élections nationales de 2017 et aux préparatifs du Forum de la coopération économique Asie-Pacifique que le pays doit accueillir en 2018. Toutefois, une réunion de l'organe mixte de contrôle organisée entre le Premier Ministre papouan-néo-guinéen, Peter O'Neill, et le Président de Bougainville, John Momis, les 14 et 15 décembre, a permis de donner un nouvel élan au processus.

67. Poursuivant sa priorité de longue date, le Fonds a encouragé l'instauration d'un environnement favorable à la tenue d'un référendum pacifique en appuyant les discussions et les décisions communes du Gouvernement national et du Gouvernement de Bougainville, en faisant mieux connaître l'Accord de paix et le référendum et en améliorant les services d'urgence et la cohésion sociale dans certaines communautés de Bougainville. La signature d'une charte de la Commission du référendum de Bougainville, en août dernier, avec le soutien du Fonds, constitue un véritable pas en avant. Les populations locales de Bougainville ont eu la possibilité d'échanger avec des parlementaires et des membres des comités du référendum au niveau des circonscriptions sur des questions de gouvernance et de consolidation de la paix, ce qui a permis de mieux sensibiliser le public et d'accroître sa confiance (près de 65 % des personnes interrogées ont déclaré être satisfaites du fait que leur point de vue ait été pris en compte par les parlementaires). Le financement du Fonds a également permis de favoriser la communication avec les parties au conflit non signataires de l'Accord de paix, ainsi que d'organiser une grande cérémonie d'unification en mai, suivie d'une importante réunion d'unification des femmes en août, au cours de laquelle plus de 350 femmes de toute l'île ont exprimé leur soutien à la paix.

Philippines : adoption d'une double démarche dans le cadre de la prévention de l'extrémisme violent

68. Le violent siège de Marawi à Mindanao tenu par des éléments liés à l'État islamique, de mai à octobre 2017, a affaibli davantage la confiance du public dans le processus de paix, en particulier chez les jeunes. En vue de s'attaquer aux causes profondes des troubles et de répondre à la nécessité d'une collaboration entre les

dirigeants politiques et la population locale, le Fonds a approuvé, en octobre 2017, le financement d'un projet visant à créer une plateforme de dialogue au sein de la communauté Moro pour parvenir à un consensus concernant la création d'une entité autonome à Mindanao. En instaurant un dialogue et en proposant d'autres choix en matière d'éducation, le projet permettra de renforcer le rôle des femmes, des jeunes et des chefs spirituels dans la prévention de l'extrémisme violent.

Îles Salomon : appui à la transition fourni par la Mission régionale d'assistance

69. En juin 2017, la Mission régionale d'assistance aux Îles Salomon a pris fin après 14 ans d'activités, marquant ainsi une étape charnière dans le parcours du pays en matière de consolidation de la paix. Toutefois, la démission du Premier Ministre à la suite d'une motion de censure en novembre 2017 a fragilisé les mesures politiques et les dispositions en matière de sécurité actuellement en vigueur.

70. Conscient de la nécessité de renforcer les efforts de paix qui ont été entamés, et en réponse à une demande du Gouvernement, j'ai annoncé en octobre 2017 que les Îles Salomon pouvaient prétendre à des financements supplémentaires du Fonds. Cette aide viendra s'ajouter au portefeuille actuel du Fonds, qui vise à favoriser un dialogue ouvert à tous et à promouvoir le rôle des femmes et des jeunes. Dans le cadre d'un projet d'un montant de 2,5 millions de dollars mis en œuvre par le PNUD et ONU-Femmes, plus de 500 responsables tribaux et locaux, jeunes et femmes de plusieurs provinces ont participé à des dialogues avec le Gouvernement sur l'avenir du pays, ce qui a permis d'instaurer un dialogue national au cours duquel ont été définis des domaines d'action prioritaires pour le Gouvernement et les parties prenantes. D'autres progrès ont été réalisés, notamment l'élaboration d'une stratégie nationale de réparation, le lancement d'un plan d'action national pour les femmes, la paix et la sécurité et d'une politique nationale de la jeunesse, et enfin la formation de 300 jeunes au rôle de défenseurs de la paix. Ces ressources seront consolidées à l'aide d'un nouveau versement de 3 millions de dollars en 2018.

Somalie : consolidation de la paix, développement et édification de l'État fédéral

71. Si les processus de consolidation de la paix et d'édification de l'État restent fragiles en Somalie, le Gouvernement fédéral somalien a accompli des progrès considérables en 2017, notamment l'aboutissement du processus électoral national en février, à la suite duquel 24 % des sièges du Parlement fédéral ont été attribués à des femmes, progrès notable rendu possible grâce au soutien du Fonds.

72. Depuis 2015, le Fonds a pris des risques pour appuyer l'action menée par le Gouvernement en vue d'étendre sa présence, sa légitimité et sa capacité dans les territoires récemment repris au Mouvement des Chabab. Les premiers investissements du Fonds, qui ont servi à créer 14 conseils de district provisoires grâce au déploiement d'administrateurs de district, ont permis d'adopter une approche plus globale de la sécurité et du développement au niveau local. En conséquence, en janvier 2017, sept organismes des Nations Unies ont lancé un projet de 8 millions de dollars dans neuf districts des États du Djoubaland, du Sud-Ouest et du HirChébéli. Cet investissement a permis aux autorités locales d'évaluer les besoins de la population et d'y répondre en élaborant des plans urbains, en mettant en place des cadres juridiques, en élargissant la portée des services judiciaires et de police et en proposant des formations professionnelles et la création d'emplois en lien avec la remise en état des infrastructures. En complément de ces

investissements, le projet Midnimo et le projet transfrontalier menés sous l'égide du HCR aident les autorités locales à proposer des solutions durables en vue de l'intégration ou de la réintégration pacifique des personnes déplacées et des rapatriés en provenance du Kenya. L'efficacité des initiatives de consolidation de la paix et d'édification de l'État est contrôlée dans le cadre d'un projet pilote de traitement des mégadonnées, qui vise à évaluer la perception du public. Ultérieurement, un projet d'une valeur de 2 millions de dollars sera mis en œuvre par le Fonds des Nations Unies pour la population et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) dans le cadre de l'Initiative pour la promotion des jeunes de 2017, l'objectif étant de renforcer la participation des jeunes somaliens aux processus de consolidation de la paix et de gouvernance locale.

Soudan du Sud : timides mesures de préservation de la paix sur fond de crise

73. Sur fond de conflit prolongé entre le Gouvernement et les forces d'opposition et de détérioration des conditions humanitaires en raison de la famine, le Fonds a déployé de nouveaux efforts d'aide à la consolidation de la paix au Soudan du Sud en lançant deux projets en 2017.

74. Le premier, financé à hauteur de 3 millions de dollars par le PNUD, vise à renforcer les capacités de réconciliation et de dialogue, notamment en menant des consultations au niveau local pour alimenter le processus de dialogue national entamé par le Président. Mettant à profit l'expérience passée, ce projet prévoit de recenser les initiatives de consolidation de la paix menées au niveau local afin de déterminer les pratiques exemplaires transposables, l'accent étant mis sur les projets menés par des femmes. Un appui supplémentaire viendra contribuer à l'élaboration d'un plan stratégique qui définira les principales priorités en matière de consolidation de la paix en vue d'interventions futures de l'ONU.

75. Le second projet du Fonds, d'un montant de 2 millions de dollars, exécuté par le PNUD et l'OIM et approuvé dans le cadre de l'Initiative pour la promotion des jeunes de 2017, permettra de proposer des solutions durables aux jeunes provenant du site de protection des civils de Bentiu en les aidant à s'intégrer dans les communautés locales. Cette initiative permettra aux jeunes de bénéficier pour la première fois d'un climat de confiance propice à un retour durable.

Sri Lanka : progrès croissants en matière de justice transitionnelle et de réconciliation

76. L'application du plan des priorités de consolidation de la paix à Sri Lanka a débuté en mai, avec l'élaboration de cinq projets portant sur la justice transitionnelle, la réconciliation, la recherche de solutions durables pour les déplacés et la promotion du rôle des femmes et des jeunes dans la consolidation de la paix. Ce plan constitue un outil de coordination de l'action des donateurs pour le Gouvernement et permet à ce dernier de respecter les engagements pris au titre de la résolution 30/1 du Conseil des droits de l'homme intitulée « Favoriser la réconciliation et l'établissement des responsabilités et promouvoir les droits de l'homme à Sri Lanka ».

77. Comme principal engagement, le Conseil des droits de l'homme a demandé au Gouvernement de mener des consultations nationales sur la justice transitionnelle. Depuis 2016, suivant les orientations données par le HCDH et le PNUD et avec le soutien du Fonds, le Gouvernement a mis en place une équipe spéciale chargée des consultations nationales, qui a mené des concertations avec les citoyens sur des questions complexes en rapport avec la justice transitionnelle. L'équipe spéciale a présenté son rapport final au Gouvernement en janvier 2017, dans lequel elle

formule une série de recommandations relatives aux engagements stratégiques et aux réformes politiques à adopter, que le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a jugées conformes aux principales normes internationales dans son examen annuel des progrès accomplis. Pour compléter l'appui du Fonds à la justice transitionnelle, le Gouvernement a mis en place, à l'issue d'une visite de haut niveau effectuée en juillet par le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, Jeffrey Feltman, un bureau des personnes disparues, institution nationale visant à rechercher la vérité, qui fonctionnera avec l'aide du Fonds dès que des commissaires y auront été nommés. En outre, l'appui du Fonds permettra d'aider le Gouvernement à mener des actions de communication et d'information à l'intention des populations locales au sujet du principe de responsabilité et de la réconciliation.

Yémen : appui à la consolidation de la paix en temps de crise

78. En 2017, le Fonds a relancé son action au Yémen en lançant deux nouveaux projets malgré la détérioration de la situation dans le pays, notamment la menace d'une famine imminente et d'une épidémie de choléra sur fond de crise politique et de poursuite des combats. Ces deux projets, qui s'inscrivent pleinement dans la thématique de la pérennisation de la paix, ont pour objectif de répondre aux besoins urgents en matière de consolidation de la paix et de relèvement dans le cadre de la crise humanitaire en cours. Plus concrètement, un investissement de 2 millions de dollars a été effectué par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'OIM pour aider les femmes à jouer un rôle de médiation dans le règlement des conflits liés à l'insuffisance des ressources en eau. En outre, 3 millions de dollars supplémentaires ont été octroyés par le PNUD, l'UNICEF et ONU-Femmes en vue de remédier aux conséquences dévastatrices du conflit sur les femmes et les jeunes incarcérés, qui étaient déjà victimes de graves violations de leurs droits avant la flambée de violence. Ce projet pilote permettra de tester un ensemble de mesures de soutien aux détenus dans quatre centres de détention yéménites et d'élaborer des plans de libération en vue de leur réinsertion durable quand ils auront purgé leur peine.

Tableau 2

Résultats d'ensemble du Fonds pour la consolidation de la paix, 2016-2017

<i>Domaines prioritaires du Fonds pour la consolidation de la paix</i>	<i>Nombre de projets</i>	<i>Pourcentage de projets en voie d'obtenir des résultats</i>	<i>Pourcentage de projets en voie d'atteindre les résultats escomptés et dont des éléments prouvent qu'ils contribuent à la consolidation de la paix</i>
Domaine prioritaire 1^a			
2017	25	88	16
2016	35	90,0	30,3
Domaine prioritaire 2^b			
2017	45	87	36
2016	41	92,6	46,3
Domaine prioritaire 3^c			
2017	4	100	50
2016	6	83,3	16,7
Domaine prioritaire 4^d			
2017	6	94	35

<i>Domaines prioritaires du Fonds pour la consolidation de la paix</i>	<i>Nombre de projets</i>	<i>Pourcentage de projets en voie d'obtenir des résultats</i>	<i>Pourcentage de projets en voie d'atteindre les résultats escomptés et dont des éléments prouvent qu'ils contribuent à la consolidation de la paix</i>
2016	22	85,0	10,0
Total 2017	91	89	31

Source : Évaluations de projets, rapports périodiques et évaluations nationales indépendantes du Bureau d'appui à la consolidation de la paix.

^a Réforme du secteur de la sécurité ; primauté du droit ; désarmement, démobilisation et réintégration et dialogue politique.

^b Réconciliation, gouvernance démocratique et prévention/gestion des conflits.

^c Emploi et accès équitable aux services sociaux.

^d Capacités de l'État, extension de l'autorité de l'État et gestion des ressources consacrées à la consolidation de la paix.

IV. Surveillance et gestion du Fonds pour la consolidation de la paix

A. Groupe consultatif

79. Au cours de son mandat, qui s'est achevé en décembre 2017, le quatrième Groupe consultatif a aidé le Fonds à traverser une crise financière et à procéder à un repositionnement stratégique, ce qui a permis à ce dernier de renforcer son action et de s'adapter aux réformes et aux engagements récents de l'Organisation en faveur de la consolidation et de la pérennisation de la paix, qui sont des responsabilités communes du système des Nations Unies.

80. À sa réunion semestrielle tenue en juin, le Groupe a proposé de reconstituer la réserve du Fonds et de raviver les capacités du Bureau d'appui à la consolidation de la paix. Lors de deux réunions, le Groupe s'est prononcé sur les incidences des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité relatives à l'examen du dispositif de consolidation de la paix sur les activités du Fonds, ainsi que sur les mesures permettant d'adapter le nouveau plan stratégique du Fonds au contexte mondial actuel. Les membres du Groupe ont également participé à des visites des donateurs en Côte d'Ivoire et au Mali et conseillé le Fonds sur sa stratégie d'information et de concertation avec les États Membres.

B. Budget et personnel

81. Les dépenses prévues pour 2017 s'élevaient à 3 079 332 dollars, soit environ 15 % de plus qu'en 2016 en valeur nominale. Toutefois, la répartition par poste budgétaire est restée inchangée, les dépenses engagées au titre du personnel essentiel et au titre d'autres membres du personnel temporaire représentant le plus gros poste (69 % des dépenses totales), devant les dépenses et autres frais opérationnels (13 %) et les frais de déplacement du personnel et du Groupe consultatif (18 %). Dans le budget de 2017, 1,7 million de dollars ont été financés grâce aux intérêts et au revenu des placements du Fonds, ce qui compense les frais généraux moins élevés que prévu financés par un prélèvement de 3 % sur les contributions des donateurs de l'année antérieure.

82. Afin d'exécuter de façon appropriée son mandat pour donner suite à ma vision de la prévention des conflits et de la pérennisation de la paix à une période où les

ressources sont limitées, le Fonds a rigoureusement appliqué des mesures de maîtrise des dépenses. Il a en outre continué de s'appuyer sur les détachements de personnel des organismes des Nations Unies et sur les partenariats stratégiques pour l'appui aux programmes de pays. Il a également renforcé ses capacités de communication en vue d'améliorer la sensibilisation et d'appuyer la mobilisation des ressources.

C. Amélioration du suivi et de l'évaluation

83. En 2017, le Fonds a continué de recueillir et d'analyser des données relatives à l'efficacité pour favoriser la prise de décisions éclairées dans le cadre des programmes en cours et des investissements futurs. Des enquêtes d'opinion ont été réalisées en Gambie, dans les Îles Salomon, au Kirghizistan, au Niger, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, en République démocratique du Congo et à Sri Lanka en vue de mesurer les résultats. Le recours à des mécanismes de suivi reposant sur la collectivité, permettant d'accroître la transparence et la responsabilité du Fonds et des partenaires des gouvernements vis-à-vis des citoyens, s'est également poursuivi dans certains pays. Par exemple, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, des débats locaux semestriels portant sur des questions prioritaires ont été organisés avec les représentants des administrations locales au niveau des villages et la Fédération des femmes de Bougainville. À Sri Lanka, une nouvelle initiative lancée à la suite d'un concours organisé à l'intention des groupes de jeunes intéressés a donné lieu à une proposition novatrice de cartographie en ligne permettant de suivre les résultats des activités de consolidation de la paix dans tout le pays.

84. En 2017, des évaluations ont été demandées pour 25 projets et programmes. Il est à noter que les investissements du Fonds en faveur du renforcement du cadre de suivi et d'évaluation ont permis de disposer de davantage de données fiables pour réaliser des évaluations factuelles. Par exemple, les enquêtes initiales et finales et les informations recueillies auprès des missions de suivi multipartites ont permis d'affiner l'évaluation du portefeuille de projets du Fonds au Kirghizistan. L'évaluation des projets exécutés au Libéria, portant sur deux plans de consolidation de la paix pour la période 2011-2016, a permis de définir les modalités du futur appui du Fonds à ce pays dans le contexte du retrait des effectifs de la Mission des Nations Unies au Libéria. En outre, une étude des capacités d'évaluation, consistant à analyser la conception des projets et la solidité des cadres de suivi, a été menée en Côte d'Ivoire et a permis de formuler des recommandations ciblées afin d'accroître les chances d'obtenir les résultats escomptés et de disposer de davantage de données en vue d'une évaluation finale.

85. Enfin, le Fonds a appuyé les efforts de renforcement des capacités menés au niveau national en effectuant 28 missions techniques en vue de contribuer à l'élaboration de stratégies, à la conception et à l'exécution de programmes en Bosnie-Herzégovine, au Burundi, au Cameroun, en Colombie, en Côte d'Ivoire, en El Salvador, en Gambie, au Guatemala, en Guinée, en Guinée-Bissau, au Kirghizistan, au Libéria, au Mali, en Somalie, au Soudan du Sud, à Sri Lanka et au Tchad. Par ailleurs, un soutien a été apporté à la Côte d'Ivoire, au Mali et à la République centrafricaine par la fondation PeaceNexus, partenaire du Fonds. En outre, une mission axée sur la prise en compte de la problématique femmes-hommes dans la consolidation de la paix a été menée conjointement par le Fonds et ONU-Femmes à l'intention des Volontaires des Nations Unies travaillant sur des projets de l'Initiative de promotion de l'égalité des sexes.

V. Conclusion

86. Si les contributions des donateurs au Fonds en 2017, plus élevées que jamais, témoignent clairement de la confiance accordée à l'action de l'Organisation des Nations Unies en faveur de la consolidation de la paix, le taux d'approbation sans précédent du Fonds montre que la demande mondiale d'initiatives tolérantes au risque et politiquement sensibles dépasse encore les ressources disponibles. Pour tenir la promesse de la pérennisation de la paix et poursuivre les réformes indispensables à l'échelle du système menées actuellement, il faudra maintenir et renouveler les progrès réalisés en 2017.
